

LA CREUSE

Avec vous au quotidien

aménagement

culture

éducation

solidarité

transport

...

Rapport d'activité 2011



R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 1

.....

APPARU AVEC LA DÉCENTRALISATION, C'EST-À-DIRE DEPUIS LA LOI DU 2 MARS 1982, LE RAPPORT D'ACTIVITÉ DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX EST UN DOCUMENT ESSENTIEL. CONFORMÉMENT À L'ARTICLE L. 3121-21 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, IL RECENSE LES ACTIONS ENGAGÉES, DOMAINE PAR DOMAINE, ET DRESSE UN BILAN ANNUEL, PERMETTANT DE PRENDRE DU REcul SUR L'ANNÉE ÉCOULÉE, DE PORTER UN REGARD À LA FOIS PRÉCIS ET GÉNÉRAL SUR LE TRAVAIL ACCOMPLI PAR LES SERVICES. CE DOCUMENT A VOCATION À PRÉSENTER DE FAÇON SYNTHÉTIQUE TOUTE LA DIVERSITÉ DES ACTIONS, RESPONSABILITÉS, SERVICES DÉPLOYÉS PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL, PAR CEUX ET CELLES QUI LES PORTENT, ÉLUS ET SERVICES, CÔTE À CÔTE.

CONSTAT UTILE POUR AMÉLIORER NOS INTERVENTIONS ET PRÉPARER L'AVENIR, LE PRÉSENT RAPPORT EST UN OUTIL DE TRAVAIL QUI PERMET AUX ÉLUS DE FAIRE LE POINT SUR LA MISE

EN ŒUVRE DES POLITIQUES QU'ILS ONT DÉCIDÉES. CE DOCUMENT PERMET ÉGALEMENT À NOS CONCITOYENS QUI LE SOUHAITENT DE PRENDRE CONNAISSANCE DANS LE DÉTAIL DES MULTIPLES DÉCISIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL.

EN EFFET, LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CREUSE DÉPLOIE AU QUOTIDIEN, PARTOUT ET POUR TOUS, SON ACTION AU SERVICE DES CREUSOIS.

AU CŒUR D'UN TISSU DE PARTENAIRES ET DE FORCES VIVES, LE DÉPARTEMENT S'EST TOUJOURS AFFIRMÉ COMME LA COLLECTIVITÉ GARANTE DE LA SOLIDA-

RITÉ ENTRE LES PERSONNES ET ENTRE LES TERRITOIRES. DERRIÈRE CHAQUE ACTION ENGAGÉE, CE SONT DES AGENTS DÉPARTEMENTAUX QUI S'IMPLIQUENT, JOUR APRÈS JOUR, AVEC COMME SOUCI PREMIER LE SERVICE RENDU À NOS INTERLOCUTEURS, QU'ILS SOIENT USAGERS, PARTENAIRES ÉCONOMIQUES, ASSOCIATIFS OU INSTITUTIONNELS.

FACE AUX CONTRAINTES NOUVELLES QUI ONT PESÉ SUR LES MARGES DE MANŒUVRE DES COLLECTIVITÉS, LE CONSEIL GÉNÉRAL A TENU À RÉITÉRER EN 2011 LE CHOIX DU VOLONTARISME, DE L'INVESTISSEMENT, DE L'AVENIR, AVEC CONVICTION ET ESPOIR D'UNE AMÉLIORATION DU CONTEXTE NATIONAL EN 2012.

L'ANNÉE 2011 A ÉTÉ MARQUÉE À NOUVEAU PAR LA VOLONTÉ D'AGIR ET DE RÉALISER.

PAR SA COMPÉTENCE SOCIALE, LE CONSEIL GÉNÉRAL EST LA SEULE COLLECTIVITÉ QUI ACCOMPAGNE L'INDIVIDU DE LA PETITE ENFANCE JUSQU'À LA FIN DE VIE. LA PROTECTION DE L'ENFANCE, L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE (ASE) ET LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI) FONT PARTIE DE SES COMPÉTENCES « RÉGALIENNES », EXERCÉES DANS UN CONTEXTE DE PRÉCARITÉ SOCIALE GRANDISSANTE QUI MALMÈNE SOUVENT LA CELLULE FAMILIALE ET REND LE TRAVAIL DES AGENTS DU CONSEIL GÉNÉRAL DE PLUS EN PLUS DIFFICILE. EN OUTRE, LA CRISE A PROVOQUÉ UNE FORTE AUGMENTATION DU RECOURS AU RSA.



LE DÉPARTEMENT EST RESPONSABLE DES TRANSPORTS SCOLAIRES. IL EST AUSSI CHARGÉ DU FONCTIONNEMENT DES COLLÈGES EN CE QUI CONCERNE L'ÉTAT DES BÂTIMENTS, L'ACCUEIL, L'ENTRETIEN ET LA RESTAURATION. LE CONSEIL GÉNÉRAL EST ENFIN LA COLLECTIVITÉ À LAQUELLE ON S'ADRESSE EN CAS D'ACCIDENT DANS LA VIE OU DE PERTE D'AUTONOMIE. LE HANDICAP ET LA DÉPENDANCE, QU'IL S'AGISSE DES PRESTATIONS SERVIES AUX PERSONNES, DU MAINTIEN À DOMICILE OU DE L'ACCUEIL EN ÉTABLISSEMENTS, CONSTITUENT AUJOURD'HUI, ET DE LOIN, LE PREMIER BUDGET DU DÉPARTEMENT.

PAR AILLEURS, NOUS AMÉNAGEONS NOTRE ESPACE DE VIE ET CONTRIBUONS À SON DÉVELOPPEMENT. C'EST AINSI QU'EN 2011, MALGRÉ LA CONTRAINTE FINANCIÈRE, NOUS SOMMES PARVENUS À POURSUIVRE ACTIVEMENT LA MODERNISATION DU RÉSEAU ROUTIER, NOTAMMENT DANS LE CADRE DES PROGRAMMES ROUTIERS D'INTÉRÊT RÉGIONAL ET DÉPARTEMENTAL. LES AIDES AUX COMMUNES ONT ÉTÉ PRÉSERVÉES.

CEPENDANT, L'ACTION DU CONSEIL GÉNÉRAL A POUR AMBITION CLAIREMENT ASSUMÉE D'ALLER AU-DELÀ DU CADRE DE SES COMPÉTENCES OBLIGATOIRES OU TRADITIONNELLES. C'EST AINSI QU'IL APPORTE UNE VÉRITABLE « PLUS-VALUE » À LA CREUSE, À SES HABITANTS COMME AU TERRITOIRE.

QUELQUES EXEMPLES DE CETTE « PLUS-VALUE SOCIALE » PEUVENT ÊTRE PRIS PARMI LES NOMBREUSES ACTIONS MENÉES OU SOUTENUES EN 2011 :

- CULTURE ET SPORT : IMPLICATION EN FAVEUR DE LA CITÉ DE LA TAPISSERIE ET DE L'ART TISSÉ ; MISE EN PLACE DU PLAN DÉPARTEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA LECTURE PUBLIQUE (2011-2016). EN OUTRE, LE CONSEIL GÉNÉRAL A MAINTENU EN 2011 UN HAUT NIVEAU D'INTERVENTION EN FAVEUR DU SPORT ET DE LA CULTURE PAR LA SANCTUARISATION DES SUBVENTIONS VERSÉES AUX ASSOCIATIONS ET LA POURSUITE DES ACTIONS PROPRES DU DÉPARTEMENT QUI CONTRIBUENT À SON RAYONNEMENT.
 - ÉDUCATION : INSTALLATION DES ESPACES NUMÉRIQUES DE TRAVAIL (ENT) DANS LES COLLÈGES (11 000 USAGERS POTENTIEL).
 - ENFANCE-FAMILLE : CRÉATION DE MAISONS ET DE RELAIS D'ASSISTANT MATERNELS ; CRÉATION D'UN ACCUEIL DE LOISIRS EXPÉRIMENTAL.
 - SOLIDARITÉ : ADOPTION DU PLAN DÉPARTEMENTAL D'INSERTION (PDI) ; DÉPLOIEMENT DES PACKS DOMOTIQUES À DOMICILE (DISPOSITIF DOMOCREUSE) ; LABELLISATION EN QUALITÉ DE PÔLE D'EXCELLENCE RURALE DU PROJET DE « PETITES UNITÉS DE VIE ADAPTÉES À LA PERTE D'AUTONOMIE » SUR LE HAUT PAYS MARCHOIS.
 - LOGEMENT : NOUVEAU DISPOSITIF D'AIDE À L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT METTANT L'ACCENT SUR LA RÉNOVATION THERMIQUE.
 - AGRICULTURE : MESURE D'AIDES SUITE À LA SÉCHERESSE.
- « FAIRE ŒUVRE UTILE POUR LES CREUSOIS », TELLE A ÉTÉ NOTRE DEVISE EN 2011.

JEAN-JACQUES LOZACH
PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL

DIRECTIONS FONCTIONNELLES	7
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES	8
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE	9
• SERVICE DES MARCHÉS, DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA DOCUMENTATION	10
• SECRÉTARIAT DES ASSEMBLÉES ET BUREAU DU COURRIER	11
DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION	12
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	13
• PÔLE VIE AU TRAVAIL	14
• PÔLE GESTION ADMINISTRATIVE	15
DIRECTION DES FINANCES ET DU BUDGET	16 / 17
PÔLE ÉDUCATION, CULTURE ET SPORT	19
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	20
CONSEIL GÉNÉRAL DES JEUNES	21
SERVICE DES SPORTS	22
DIRECTION DE L'ÉDUCATION	23
BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE	24
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES	25
CONSERVATION DÉPARTEMENTALE DU PATRIMOINE	26
PÔLE JEUNESSE ET SOLIDARITÉS	27
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	28
DIRECTION ENFANCE, JEUNESSE, FAMILLE	29
• SERVICE PETITE ENFANCE, JEUNESSE	29
• AIDE SOCIALE À L'ENFANCE	30
• PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE	31
DIRECTION DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE	32
DIRECTION DE L'INSERTION ET DU LOGEMENT	33
DIRECTION DES ACTIONS SOCIALES DE PROXIMITÉ	34
PÔLE AMÉNAGEMENT ET TRANSPORTS	35
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	36
PARC DÉPARTEMENTAL	37
DIRECTION DES ROUTES	38 / 39
DIRECTION DES BÂTIMENTS ET COLLÈGES	40
DIRECTION DES TRANSPORTS	41
PÔLE DÉVELOPPEMENT	43
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	44
SERVICE ENVIRONNEMENT	45
SERVICE HABITAT	46
SERVICE AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL	47
MISSION TERRITOIRES	48
MISSION EUROPE	49
MISSION ÉCONOMIE	50
SERVICE TOURISME	51 / 52
DIRECTION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DU LABORATOIRE	53 / 54
GLOSSAIRE	55

R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 1

.....

LES
DIRECTIONS
FONCTIONNELLES

07

C O N S E I L G É N É R A L D E L A C R E U S E
R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 1

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

Missions

Direction Générale des Services

- Assistance à l'autorité territoriale pour la définition des orientations stratégiques de la collectivité ou du territoire.
- Mise en œuvre des orientations de politiques publiques définies par l'autorité territoriale.
- Veille stratégique
- Médiation avec l'environnement institutionnel, économique et social au service des politiques publiques.
- Coordination et pilotage de l'équipe de direction.
- Impulsion des projets stratégiques.

Cellule Organisation Méthode et Qualité

- Etudes et diagnostics organisationnels.
- Optimisation et rationalisation des procédures.
- Développement de dispositifs et d'outils de pilotage et d'évaluation.
- Appui au pilotage des grands projets.

Accueil et standard téléphonique

Principales réalisations 2011

- Création de la Cellule organisation méthode et qualité.
- Déploiement d'un logiciel pour la gestion de l'ensemble des subventions versées par le Conseil général.
- Intégration du standard téléphonique.

Evolutions prévues pour 2012

- Mise en place d'un extranet pour la saisie décentralisée des aides aux associations.
- Lancement d'un Agenda 21.
- Mise en place d'une démarche d'évaluation et de tableaux de bord.



DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE SERVICE DES MARCHÉS, DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA DOCUMENTATION

Missions

Marchés publics

- Gestion des procédures liées à la commande publique (de la rédaction à la notification).
- Gestion des délégations de service public.
- Gestion des marchés publics d'un montant supérieur à 90 000 € HT.

Affaires juridiques

- Rédaction des arrêtés.
- Gestion des demandes d'accès aux documents administratifs.
- Participation aux recherches et aux consultations juridiques.
- Traitement des réclamations et contentieux.

Documentation

- Gestion de l'espace documentaire du Conseil général.
- Diffusion d'informations administratives juridiques et sociales au travers notamment du « Point Info ».
- Veille juridique.

Préarchivage

- Organisation des travaux de préarchivage dans tous les services.
- Conseil à la préparation des versements de documents aux Archives Départementales.



**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
SERVICE DES MARCHÉS, DES AFFAIRES JURIDIQUES
ET DE LA DOCUMENTATION**

Données budgétaires

Budget global DAG :
880 100€

Chiffres clés

Bureau des marchés

- 100 marchés notifiés
- 29 consultations lancées
- 24 Marchés à Procédure Adaptée
- 5 appels d'offre ouverts
- 37 demandes d'assistance pour les marchés inférieurs à 90 000 € HT
- 23 conseils à d'autres collectivités

La Commission d'appel d'offres s'est réunie 9 fois en 2011.

Affaires juridiques

- 2 recours devant le Tribunal Administratif
- 37 arrêtés rédigés
- 20 recherches et assistances juridiques
- 17 conventions vérifiées

Documentation

- 25 numéros par an du « Point info »

Préarchivage

La cellule préarchivage a traité 380,15 mètres linéaires (ml) de documents dont 138,60 ml ont été éliminés et détruits.

Ce sont 226,25 ml qui ont été conservés dans le service d'origine après traitement ou transférés au préarchivage et 15,30 ml ont été versés aux Archives Départementales pour conservation définitive.

Principales réalisations 2011

Bureau des marchés

Le décret n°2011-1000 du 25 août 2011 est venu modifier un certain nombre de clauses du Code des marchés publics et le décret relevant à 15 000 € HT le seuil de 4 000 € à partir duquel les marchés publics des pouvoirs adjudicateurs doivent être précédés de mesures de publicité et de mise en concurrence est paru au Journal officiel du 11 décembre 2011.

Préparation à la dématérialisation

Les achats de fournitures de matériels et de services informatiques d'un montant supérieur à 90 000 € HT sont obligatoirement dématérialisés, les documents de la consultation sont disponibles uniquement en version électronique via la plateforme de dématérialisation de la collectivité et les offres remises par les candidats doivent être transmises uniquement par voie électronique.

Documentation

Création de deux nouveaux « Point Info » relatifs aux marchés publics et à la fonction publique.

Evolutions prévues pour 2012

A compter du 1^{er} janvier 2012, les obligations en matière de dématérialisation se renforcent. En effet, pour toutes les consultations supérieures à 90 000 € (quelques soit le type de marché), la collectivité devra accepter de recevoir les offres de manière dématérialisées. Le service des marchés a donc anticipé et préparé de nouvelles clauses à destination des entreprises pour les aider dans ce nouveau processus.

Le service juridique réfléchit à la rédaction d'un guide juridique (« Rédaction des actes administratifs ») à destination des services.

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE SECRÉTARIAT DES ASSEMBLÉES ET BUREAU DU COURRIER

Missions

Secrétariat des Assemblées

- Gestion des travaux de l'Assemblée en liaison avec le Cabinet du Président.

Bureau du courrier

- Liaison entre le Château et différents sites excentrés.
- Enregistrement informatisé du courrier « arrivée ».
- Affranchissement du courrier « départ ».

Principales réalisations 2011

La séance plénière du 31 mars a été consacrée à l'installation de la nouvelle Assemblée départementale issue du renouvellement cantonal : élection du Président, détermination de la composition de la Commission Permanente, mise en place des délégations au Président et à la Commission Permanente...

La séance suivante (des 11 et 12 avril) a, quant à elle, été consacrée à l'approbation du nouveau règlement intérieur du Conseil général, à la révision de la liste des représentants à différents organismes, et au vote du budget primitif 2011.

Evolutions prévues pour 2012

Optimisation et informatisation de la gestion des rapports et délibérations.

Données budgétaires

Frais
d'affranchissement :
237 951 €

Chiffres clés

Gestion de 656 délibérations
faisant suite à 9 assemblées
plénières et 11 Commissions
permanentes.

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION

Missions

Trois services

- Bureautique et Assistance.
- Etudes et Logiciels.
- Systèmes et Réseaux.

Interventions

- Modernisation du système d'information de la collectivité (qualification des demandes, développement et mise en œuvre des solutions informatiques les plus adaptées aux besoins).
- Maîtrise d'œuvre des projets techniques (acquisition, déploiement et gestion de l'ensemble des équipements bureautiques — micro-ordinateurs, imprimantes, fax, photocopieurs — ainsi que des infrastructures pour la voix, le stockage et les échanges de données entre les services).
- Assistance des utilisateurs dans leurs difficultés à exploiter les matériels et logiciels informatiques dont ils sont dotés.
- Contribution aux projets relatifs à l'aménagement numérique du territoire (haut et très haut débit, téléphonie mobile, promotion des usages, etc.).

Principales réalisations 2011

- Ouverture du Point Accueil Informatique (PAI) le 1^{er} janvier 2011 : assistance aux utilisateurs, hiérarchisation et organisation des interventions sur le terrain.
- Remplacement de l'ensemble des applications informatiques du Parc Départemental lors de son intégration au Conseil général.
- Expérimentations de terminaux pour fiabiliser l'accès au système d'information des agents des sites distants et réduire la consommation électrique, de tablettes PC pour les techniciens sur le terrain et d'un ordinateur dédié aux télétravailleurs.
- Lancement du projet de cartographie et de recollement du câblage (2500 prises informatiques et téléphoniques).
- Mise en place de 3 liaisons Wimax très haut débit à Guéret pour interconnecter les bâtiments départementaux.
- Premières mises en place de l'Espace Numérique de Travail (ENT) « Elie » dans les collèges creusois.
- Installation du deuxième « Tableaux Blancs Interactifs » (TBI) pour tous les collèges et mise en place d'une offre de formations par matière.
- Appel d'offres pour l'informatisation du RSA et choix du logiciel.
- Démarrage des tests du logiciel Progos dédié à la gestion des subventions départementales.



DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION

Evolutions prévues pour 2012

- Finalisation du plan de recollement des prises informatiques et téléphoniques pour mieux anticiper les évolutions et de réduire les délais de dépannage.
- Organisation de la consultation et mise en ligne des archives numérisées pour le grand public.
- Mise à disposition du module « Observatoire des milieux aquatiques » dans le SIG départemental pour 10 partenaires en charge de l'entretien des rivières (Communauté de communes, Syndicat, Fédération).
- Installation de l'ENT dans l'ensemble des collèges (11 000 usagers potentiels).
- 3 TBI par collège et 1 ordinateur pour 3 élèves.
- Refonte de l'intranet des services.
- Généralisation de la voix sur IP au siège du Conseil général et à l'UTAS d'Aubusson.
- Mise en service du logiciel Perceaval pour la gestion du RSA.
- Exportation des données de la MDPH vers la Caisse Nationale pour le Solidarité et l'Autonomie (projet SIPAPH).
- Migration 3/3 du logiciel Civitas Ressources humaines et installation du module « frais de déplacements ».

Données budgétaires

Fonctionnement :
967.397 €,

dont 39% pour les réseaux de communications voix et données (75 sites) et 47% pour l'ensemble des prestations de maintenance des logiciels et des matériels utilisés dans les services.

Investissement :
977.460 €,

dont 42% consacrés aux études et à l'acquisition de nouveaux logiciels et 31% pour l'équipement informatique des collèges (postes de travail, tableaux blancs interactifs, réseaux des établissements, Espace Numériques de Travail, etc.).

Chiffres clés

- 870 micro-ordinateurs déployés dans les services dont une centaine de portables, soit un taux d'équipement des agents supérieur à 90% (60% en 2005).
- 2.631 sollicitations reçues au PAI suite à un dysfonctionnement, une demande de support ou d'accès au système d'information.
- 9 collèges équipés de l'ENT fin 2011
- 14.582 connexions en décembre,
- 1.777 utilisateurs actifs dont 644 parents et près de 900 collégiens,
- 31.193 cours enregistrés dans les cahiers de texte en ligne.
- 1.340 ordinateurs déployés dans les établissements d'enseignement, soit 1 poste pour moins de 4 élèves.
- 7 référentiels (BD Carto, BD Ortho, Scan 25-1000-départemental, BD Carthage et le cadastre numérisé) et 30 cartes thématiques composent le SIG (Système d'Information Géographique) départemental.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES PÔLE VIE AU TRAVAIL



Données budgétaires

**Service prévention
et sécurité au travail :**
7 261,56€

Action sociale :

- Titres restaurant : 491 720 €
- Arbre de Noël : 32 860 €
- Allocations de garde du jeune enfant : 15 894 €

Appui logistique :

Achat mobilier de bureau :
76 211 €

Chiffres clés

- 712 consultations de Médecine préventive
- 93 agents ont rencontré l'assistante sociale
- 46 dossiers ont été examinés par la Commission prêts et secours
- 122 460 titres restaurant distribués à 749 agents
- 660 enfants ont bénéficié de l'Arbre de Noël

Missions

- Améliorer la qualité de vie des agents et les conditions matérielles d'exercice de leurs missions.
- Médecine préventive : surveillance médicale des agents et interventions en milieu professionnel.
- Prévention et sécurité au travail : amélioration des conditions de travail.
- Service social en direction des agents : action sociale et prestations sociales.
- Appui logistique :
 - . Entretien et surveillance des locaux
 - . Préparation de réceptions et de manifestations
 - . Gestion de fournitures et mobiliers.
- Gestion du CHS.

Principales réalisations 2011

- Organisation du pôle avec intégration du service de médecine préventive et du service d'appui logistique.
- Mise en place du plan de professionnalisation des Agents d'Entretien Polyvalents.
- Recrutement d'une psychologue.
- Coordination de la démarche de prévention des Risques Psycho Sociaux.
- Elaboration d'un document sur l'ergonomie du poste informatique.
- Création du Comité des Œuvres Sociales en juillet 2011 sous la forme d'une association.

Evolutions prévues pour 2012

- Elaboration d'un Plan de prévention avec :
 - . Réalisation du diagnostic relatif aux risques psychosociaux
 - . Elaboration du Document unique de gestion des risques.
- Engagement d'une réflexion sur une aide qui pourrait être apportée aux agents concernant les assurances complémentaires santé et prévoyance.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES PÔLE GESTION ADMINISTRATIVE

Missions

- Recrutement.
- Gestion administrative des agents.
- Gestion administrative de la carrière des agents.
- Développement de la mobilité interne.
- Gestion et développement des compétences, organisation et évaluation.
- Gestion budgétaire (masse salariale, frais de déplacement et de formation...) et analyses financières.
- Gestion des instances paritaires (CAP, CTP).

Principales réalisations 2011

- Création du Service Recrutement et Mobilité.
- Création du Service Gestion et Développement des compétences, Organisation et Evaluation.
- Cette organisation est justifiée par la mise en place de l'entretien professionnel et par la nécessité de structurer les aspects recrutement et gestion de la mobilité.

Gestion administrative

- Télétravail : 11 contrats ont été établis dans le cadre de l'expérimentation menée pour un an à compter du 1^{er} février 2011. Transfert des agents du Parc de l'équipement.

Evolutions prévues pour 2012

- Fusion du Pôle Education Culture et Sport et du Pôle Développement.
- Intégration des 7 agents du Parc.
- Participation à la négociation salariale menée avec les partenaires sociaux.
- Réflexion sur la gestion prévisionnelle des emplois, des compétences et du plan de formation.

Données budgétaires

- Frais de personnel (hors Laboratoire) : 39.825.433 €
- Frais de personnel du Laboratoire : 1.709.938 €
- Frais de formation : 438.593 €
- Frais de déplacement (missions et formation) : 215.324 €

Chiffres clés

Effectif total du Conseil général au 31 décembre : 1.125 agents

- 42 recrutements extérieurs dont 22 recrutements par voie statutaire et/ou lauréats de concours et 20 recrutements d'agents non titulaires.
- 31 emplois saisonniers
- 6 contrats d'accompagnement dans l'emploi
- 3 contrats d'apprentissage
- 72 stagiaires scolaires
- 10 bourses internes de l'emploi ont été organisées afin de pourvoir 141 emplois vacants ou susceptibles de le devenir
- 41 Commissions Administratives Paritaires se sont tenues réparties sur 8 dates
- 6 réunions du comité technique paritaire
- 56 avancements de grade
- 17 départs à la retraite
- 32 mises à disposition d'agents ouvriers des parcs et ateliers (OPA)
- 8 mises à disposition de fonctionnaires de l'Etat
- 3 723 journées de formation suivies par les agents de la collectivité.

DIRECTION DES FINANCES ET DU BUDGET

Missions

- Etablissement et exécution du Budget départemental (budget principal et budgets annexes).
- Suivi d'exécution des 3 budgets suivants :
 - . GIP MDPH
 - . Syndicat mixte d'étude pour la gestion des Déchets ménagers
 - . Syndicat mixte pour la valorisation des Ruines de Crozant.
- Instruction des dossiers de demande de subvention **déposés par les diverses associations au titre du subventionnement départemental** (relations publiques, sécurité, domaine social) ou des dotations cantonales.
- Répartition pour les communes des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement et du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle.
- Gestion des assurances du patrimoine mobilier et immobilier du Département.
- Garanties d'emprunt des établissements ou associations (hors logements aidés).
- Liquidation des frais de déplacement des Conseillers généraux et calcul du montant de l'imposition pour les Conseillers généraux ayant opté pour la retenue à la source de leurs indemnités.
- Etude prévisionnelle de la fiscalité.
- Gestion de la dette.
- Gestion des immobilisations servant au calcul des amortissements.



DIRECTION DES FINANCES ET DU BUDGET

Principales réalisations 2011

- Poursuite de la mise en œuvre de la gestion des immobilisations par les agents du service du budget (établissement de l'inventaire, rapprochement et ajustement avec l'actif tenu par le comptable, calcul et liquidation des amortissements).
- Le 26 novembre 2009, une nouvelle convention pour la période 2010-2012 a été signée avec la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).
- Le bilan 2011 de l'exécution de la convention fait ressortir la réalisation de 6 actions sur les 9 prévues initialement, une devrait être finalisée en 2012, une doit être mise en place avant le 1^{er} janvier 2015, par contre une devrait être abandonnée.
- Intégration du Parc Départemental au sein du Département et dans le domaine financier, mise en œuvre et suivi du budget annexe.
- Modifications constantes en 2011 de la migration vers internet du progiciel de comptabilité CIVITAS, dans le but d'optimiser la nouvelle version.

Evolutions prévues pour 2012

Une nouvelle convention avec la DGFIP pour les années 2013-2015 est en préparation pour permettre la continuité des actions entreprises, voire d'envisager de nouveaux axes en matière de modernisation et d'optimisation des chaînes de la dépense et de la recette (le paiement par internet notamment pour les usagers).

Données budgétaires

Budget principal du Conseil Général et budgets annexes du Laboratoire d'analyses et du Parc départemental : 233 millions d'euros

Chiffres clés

14.200 fiches d'immobilisation ont été saisies permettant ainsi une traduction fidèle du patrimoine en comptabilité.
30.000 mandats (budget principal, budgets annexes du Laboratoire Départemental d'Analyses et du Parc départemental, Maison Départementale des Personnes Handicapées), et près de **18.000** titres de recettes émis.

R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 1

.....

A photograph of three handball players in action. A male player in a red and black jersey is jumping high, holding a blue and yellow handball. A female player in a white jersey is reaching out towards him. Another player in a dark jersey is visible in the background. The scene is set in an indoor sports hall with a climbing wall in the background.

PÔLE
ÉDUCATION,
CULTURE
ET SPORTS

19

C O N S E I L G É N É R A L D E L A C R E U S E
R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 1

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**Données budgétaires**

Budget affaires culturelles, réalisé :
3.059.021 €

• Aides à l'édition et à la publication d'ouvrages :
11.800 €

• Soutien aux communes de Guéret (Espace Fayolle) et la Souterraine (Centre Culturel Yves Furet) pour leur politique culturelle : 91.780 €

• ADIAM : 91.007 €

• Conservatoire Départemental E. Goué :
1.657.287 €

• Théâtre Jean Lurçat, Scène nationale d'Aubusson :
257.170 €

• Cité internationale de la Tapisserie et de l'Art tissé : 794.400 €

• Fondation du Patrimoine :
40.000 €

Chiffres clés

• 53 associations culturelles subventionnées (dont 10 nouvelles) :
306.888 €

Missions

- Optimisation de la gestion du Pôle.
- Coordination des affaires du Pôle et relais entre les Directions fonctionnelles et les Pôles opérationnels.
- Accompagnement financier d'associations creusoises qui mènent des projets culturels et participent ainsi au développement de l'animation locale.
- Suivi des affaires culturelles.

Evolutions prévues pour 2012

Lancement de l'installation de la future Cité de la Tapisserie sur le site de l'ENSA à Aubusson (sélection du maître d'œuvre et dépôt du permis de construire prévus en 2012, début des travaux en 2013).

CONSEIL GÉNÉRAL DES JEUNES

Missions

Education à la citoyenneté par la découverte du fonctionnement de l'institution départementale.

Principales réalisations 2011

34 jeunes élu(e)s sont allés visiter l'Assemblée Nationale.

Commission « Education, culture et sport »

- La 4^{ème} édition de la Rencontre Sportive Inter-Collèges, vendredi 27 mai 2011 a rassemblé plus de 130 élèves venant de 16 collèges creusois.
- Réalisation d'une composition en Slam sur le thème « Vivre en Creuse ».

Commission « Solidarité »

- Journée d'échanges avec les enfants du Secours Populaire
- Rencontres intergénérationnelles : animations auprès de pensionnaires d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Commission « Environnement »

- Chantier de restauration d'un réseau de trois mares sur la commune de Lussat.
- Organisation d'une journée de sensibilisation sur les zones humides et d'initiation au Land'Art.

Evolutions prévues pour 2012

Commission environnement : sensibilisation sur le rôle des insectes pollinisateurs.



Données budgétaires

Budget : 20.000 €
(hors transports)

Chiffres clés

2 élus jeunes
par collège soit 40 élus

SERVICE DES SPORTS**Données budgétaires**

**Budget
Service des sports :**
724.692 €

- Construction Gymnase de Bonnat : 174.416 €
- Comités Départementaux : 107.130 €
- Associations/Comités d'organisations, dans le cadre des dotations départementales : 207.150 €
- Associations sportives subventionnées dans le cadre des dotations cantonales : 85.361 €
- Aides aux sportifs de bon niveau : 22.900 €

Chiffres clés

- 28 Comités Départementaux
- 50 Associations/Comités d'organisations
- 196 associations sportives
- 45 athlètes aidés dans le cadre du fonds départemental aux sportifs de bon niveau

Missions

- Soutien aux associations et aux comités sportifs.
- Soutien à l'organisation de manifestations sportives.
- Suivi des conventions pluriannuelles d'objectifs et des partenariats en vigueur.
- Mise en œuvre du « Plan piscine et équipements sportifs ».
- Accompagnement et suivi des sections sportives en collèges.
- Organisation de la rencontre sportive inter-collèges, partenariat entre le Conseil Général des Jeunes et le Comité Départemental Olympique et Sportif de la Creuse.

Principales réalisations 2011

- Seconde année de mise en œuvre du « Plan piscine et équipements sportifs » permettant un accès de tous les élèves de 6^{ème} du département à l'enseignement de la natation.
- Renouvellement de la convention de partenariat avec le collège de La Souterraine pour le fonctionnement de la section sportive handball.
- Ouverture d'une section sportive basket-ball au collège d'Aubusson.
- Inauguration du complexe sportif de Bonnat.
- Soutien aux manifestations d'envergure soutenues par le Conseil général : National de pétanque de Saint-Vaury, trial international organisé par l'ATC Saint-Christophe, Critérium cycliste de Dun-le-Palestel, Randonnée pédestre « L'Enjambée Creusoise » à Bourganeuf, Championnat national de cyclocross UFOLEP à Grand Bourg, passage de la 8^{ème} étape du Tour de France cycliste.

Evolutions prévues pour 2012

- Aménagement de la Véloroute « Est Creuse », itinéraire inscrit au schéma national du CIADT (Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire).
- Renouvellement des conventions de partenariat avec les collèges Marouzeau et Nadaud de Guéret pour le fonctionnement des sections sportives (football, VTT et natation).
- Renouvellement de la convention avec la Ligue du Limousin de Cyclisme pour le fonctionnement du pôle espoir de Guéret.
- Signature du Protocole d'Accord avec l'Etat, l'Association des Maires et Adjoints de la Creuse et le Comité Départemental Olympique et Sportif de la Creuse.

DIRECTION DE L'ÉDUCATION

Missions

Relations avec les collèges du département adossées sur 3 services :

- le service des collèges qui organise le calcul et le suivi des dotations de fonctionnement, des crédits annexes disponibles pour l'entretien des établissements, ainsi que le suivi administratif des personnels en partenariat avec la Direction des Ressources Humaines du Conseil général.
- le service des interventions périscolaires qui gère les différents dispositifs de soutien à la scolarité des élèves, du cours préparatoire jusqu'à l'université.
- le service restauration qui conseille les établissements sur le suivi du plan de maîtrise sanitaire, et intervient sur la réparation ou le remplacement des équipements de restauration.

Principales réalisations 2011

- Poursuite de l'harmonisation des tarifs de restauration : le tarif cible de 2,70 € par repas pour les forfaits est appliqué par 10 collèges sur 16 (les 6 autres étant à des tarifs supérieurs).
- 1.250 bourses départementales ont été attribuées aux collégiens et lycéens creusois pour aider les familles à payer les frais de demi-pension et d'internat.
- Mise en place de marchés publics départementaux de mobiliers et d'équipements scolaires pour un montant total d'environ 89.000 €. Ces marchés ont permis de doter les 18 collèges publics en mobilier d'enseignement et d'administration, en armoires ventilées pour le stockage des produits chimiques, ainsi qu'en mobilier d'internat.
- Mise en place d'un nouveau dispositif périscolaire : « collège au patrimoine », qui offre le déplacement sur différents sites creusois référencés au titre du patrimoine local : industriel, scientifique, culturel ou naturel. Des fiches pédagogiques de présentation des sites à destination des enseignants ont été réalisées par la Conservation Départementale du Patrimoine en collaboration avec les gestionnaires des sites et l'Inspection académique.

Evolutions prévues pour 2012

- Expérimentation d'un nouveau système de bourses départementales à la prochaine rentrée scolaire, avec la mise en œuvre d'une tarification sociale. Cette expérimentation est prévue dans un seul collège, et sur la base d'une division.
- Poursuite de l'harmonisation des tarifs de restauration : 15 collèges sur 16 sont désormais à 2,70 €. Application d'un tarif unique de demi-pension pour les 16 collèges publics à compter de janvier 2013.

Données budgétaires

Dépenses de fonctionnement : 2.205.860 €

- 1.760.374 € pour le service des collèges
- 405.372 € pour le service des interventions périscolaires
- 40.113 € pour le service de restauration

Recettes de fonctionnement : 329.988 €

Elles proviennent du Fonds Départemental de Restauration Scolaire. Il s'agit de la participation des familles au financement des rémunérations des personnels affectés au service de restauration et d'hébergement des établissements (22,5% du forfait annuel de pension ou de demi-pension)

Dépenses d'investissement : 176.278 €

- 88.762 € pour le service des collèges
- 45.700 € pour le service des interventions périscolaires
- 41.816 € pour le service restauration

Recettes d'investissement : 43.125 €

(remboursements des prêts d'honneur étudiants)

Chiffres clés

- 19 collèges creusois dont 1 collège privé
- 4.767 collégiens à la rentrée 2010/2011, dont 78 en collège privé
- 128 postes d'adjoints techniques territoriaux
- 847 écoliers ont participé à des classes de découverte
- 977 collégiens ont été aidés pour participer aux voyages scolaires
- 1.233 dictionnaires distribués aux élèves de 6^{ème}

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE



Données budgétaires

Budget de fonctionnement :
984.850 €,
dont 266.260 € consacrés
aux actions

Budget d'investissement :
97.000 €

Chiffres clés

- 189.423 documents au 31/12/11
- 9.698 documents achetés dans l'année
- 91.961 documents prêtés
- 145 communes desservies
- 219 dessertes effectuées par bibliobus au cours de 131 tournées et 3 choix sur place à la BDC
- 24.189 réservations de documents honorées
- 54% des demandes transitent par internet, 52 bibliothèques utilisent régulièrement ce service
- 46 prêts d'expositions sur 18 thèmes différents
- 28 jours de stages de formation touchant 137 personnes

Missions

Le développement de la lecture et de la lecture publique dans le département par :

- le soutien à la création et au fonctionnement des bibliothèques locales.
- la constitution d'une collection de documents, son traitement et sa diffusion par bibliobus ou dans ses locaux.
- l'évaluation du fonctionnement du réseau départemental de lecture publique.
- la formation des bibliothécaires et des autres acteurs du développement de la lecture.
- l'action culturelle par l'animation autour du livre et des arts du récit.
- la concertation avec les partenaires du développement de la lecture et de la lutte contre l'illettrisme.
- la coopération avec les bibliothèques au niveau régional et national.

Principales réalisations 2011

- Adoption par l'assemblée départementale d'un nouveau Plan de développement de la lecture donnant les orientations pour 2011-2016.
- Signature d'un Contrat Territoire Lecture avec l'Etat visant à renforcer les actions de prévention de l'illettrisme, notamment envers le jeune public.
- Journée départementale des bibliothèques du réseau le 17 octobre.
- Inauguration de la médiathèque intercommunale à Chambon-sur-Voueize.
- 15^{ème} édition du festival Coquelicot, la Creuse a accueilli des spectacles dans 30 communes ; ils ont réuni 1 886 spectateurs en 37 séances.
- Accueils d'auteurs/illustrateurs et Prix des Incorruptibles
- 7 rencontres ont été organisées dans le cadre des soirées littéraires.
- Informatisation de la bibliothèque de Gentioux-Pigerolles et réinformatisation de la Médiathèque intercommunale d'Aubusson Felletin.

Evolutions prévues pour 2012

- Mise en œuvre du nouveau Plan de développement de la Lecture Publique : ré informatisation du service et nouveaux services aux bibliothèques. développement de l'utilisation des TIC par et pour celles-ci, nouvelles actions pour prévenir l'illettrisme, mise en place de navettes complémentaires.
- Projet d'agrandissement et de réaménagement de la Bibliothèque Municipale de Bourgneuf.
- Participation à la réflexion de la commune de Royère de Vassivière pour la création d'une Médiathèque.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Missions

Collecte, classement, conservation, communication du patrimoine documentaire écrit, iconographique et oral du département.

Principales réalisations 2011

Expositions

- Autour d'un ouvrage d'auteur : Géotopoét(h)ique de la Creuse (Dom et Jean-Paul Ruiz), en partenariat avec la Bibliothèque.
- Histoire des ordres religieux-militaires dans la Creuse et intitulée L'Ordre de Malte en Creuse.
- Marie dans la Creuse réalisée par la Conservation départementale du Patrimoine.
- Ordre des Avocats.

Coopération nationale

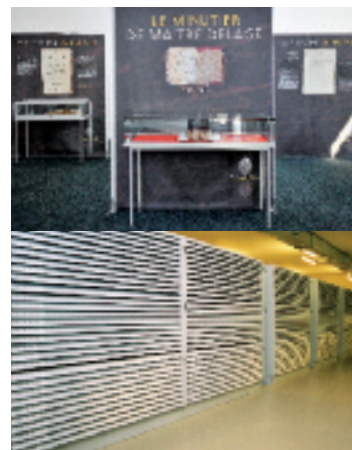
- Avec des laboratoires de recherche :
Organisation d'une journée d'étude consacrée à la politique foncière des ordres religieux-militaires avec les Archives de la Creuse et le Centre de Recherches Interdisciplinaire en Histoire, Histoire de l'Art et Musicologie.
- Partenariats nouveaux :
Mise en place de conventions sur la prise de vue de documents d'archives avec le Service Régional de l'Inventaire et de la connaissance du patrimoine et la conservation départementale des antiquités et des objets d'arts.

Numérisation du fonds

Poursuite de la numérisation des fonds sur les moyens internes (collections thématiques, tels les originaux médiévaux, ou de petits fonds, ou la dernière acquisition de cartes postales).

Evolutions prévues pour 2012

Réalisation d'un site internet dédié pour les archives départementales, avec la mise en ligne de plus d'un millions d'images numérisées ; ouverture prévue pour le mois de mai 2012.



Données budgétaires

**Budget des Archives
Départementales :**
100.181 €

Chiffres clés

Communication en salle de lecture :

- 962 lecteurs inscrits
dont 655 généalogistes
- 3.471 séances de travail
(demi-journées)

• 13.340 documents
communiqués

Consultation sur le Site Internet :

20.307 visiteurs,
dont 14.497 issus
du service éducatif

Fonds :

Métrage total de fonds
conservés : 9.874 ml

Versements effectués
en 2011 : 143 ml

CONSERVATION DÉPARTEMENTALE DU PATRIMOINE**Données budgétaires**

Montant des aides allouées à la restauration du patrimoine (Monuments Historiques et Petit Patrimoine Rural Non Protégé) : 213.085 €
Restauration des Monuments Historiques (classés et inscrits) : 113.600 € en faveur de 16 communes
Restauration du Patrimoine Rural non Protégé : 99.500 € en faveur de 15 communes et une communauté de communes
Ruines de Crozant : 1.050.000 € de travaux sur 3 ans (2010-2011-2012), 31.300 € consacrés à l'entretien du site

Chiffres clés

- 7 publications réalisées depuis 2006 dans la collection « Patrimoine de la Creuse » dont la plus récente « Marie dans la Creuse », livre d'art de 300 pages a été diffusé à 1000 exemplaires en 7 mois
- 7 cantons ont fait l'objet d'une parution dans la nouvelle collection « Patrimoine de nos Villages » Environ 4000 exemplaires vendus
- Inventaire du Pays Dunois : 2.400 grilles de repérage, 470 notices individuelles, 25.000 photos de terrain, 6.000 photos référencées et annexées aux notices

Missions

- Coordination, soutien aux grands projets patrimoniaux du département.
- Conservation des Antiquités et Objets d'Art : inventaire, étude, conseils et expertise pour la restauration, la protection des objets mobiliers religieux non protégés et inscrits à l'Inventaire des Monuments Historiques.
- Inventaire, étude du patrimoine vernaculaire et bâti, civil et religieux.
- Gestion des aides financières à la restauration des édifices publics et des objets mobiliers religieux protégés au titre des Monuments Historiques et non protégés.
- Valorisation du patrimoine départemental : évènementiels, publications, conférences, etc.
- Gestion du Syndicat Mixte des ruines de Crozant.

Principales réalisations 2011

- Inauguration de l'église de Soubrebost et lancement de l'ouvrage « Marie dans la Creuse » le 30 avril 2011.
- 16 juin 2011 : inauguration exposition « Barraband » coproduite par la Ville de Guéret et le Conseil Général.
- 2 juillet 2011 : inauguration du Bois du Thouraud.
- Inauguration exposition « Marie dans la Creuse » à la BMI de Guéret le 7 juillet 2011 (150 personnes).
- 16 septembre 2001 : Exposition inventaire à Nouzerolles
- 17 – 18 septembre 2011 : Journées Européennes du Patrimoine – visite guidée sur l'art et l'histoire des cimetières en Pays Dunois.
- 21 octobre 2011 : Conférence « Marie dans la Creuse » à Dun-le-Palestel.
- 28 octobre 2011 : inauguration bascule restaurée de Féniers.
- 18 novembre 2011 : inauguration de l'église de Lupersat.
- Ruines de Crozant : poursuite des travaux de cristallisation du donjon carré.

Evolutions prévues pour 2012

Poursuite de publication dans les collections « Patrimoine de la Creuse » et « Patrimoine de nos villages ».

Evènementiels

- Conception d'expositions sur la mémoire ouvrière du département et sur l'inventaire des communes de Measnes et Fresselines.
- Organisation de la Journée du paysage à Saint-Marc-à-Loubaud
- Ruines de Crozant : achèvement des travaux sur le donjon carré et réalisation de la cristallisation de la tour en fer à cheval et engagement d'une étude sur les abords du site et son accès.



PÔLE
JEUNESSE
ET
SOLIDARITÉS

27

C O N S E I L G É N É R A L D E L A C R E U S E
R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 1

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**Données budgétaires**

Budget du Pôle :
78.368.978 €

Taux de réalisation de
100.01% ; augmentation de
3.75% par rapport à 2010

Chiffres clés

- 6 établissements pour personnes âgées en cours de restructuration : Boussac, Chambon-sur-Voueize, Dun-Le-Palestel, Bussière-Dunoise, Royère de Vassivière et La Souterraine
- 5 conventions tripartites entre les EHPAD, l'Etat et le Département renouvelées

Missions

Assurer l'accueil et l'orientation du public et optimiser la gestion du Pôle :

- Elaborer le budget du Pôle.
 - Réaliser la tarification des établissements d'accueil pour enfants, adultes handicapés et personnes âgées dépendantes et services médico-sociaux.
 - Soutenir et suivre la mise en œuvre des projets informatiques,
 - Gérer la participation du Conseil général aux Contrats d'Initiative Associative.
 - Assurer l'allocation de ressources et le suivi des établissements et services médico-sociaux dont le Conseil Général a la compétence avec en particulier.
 - Suivre les conventions tripartites signées avec les EHPAD.
 - Suivre les conventions d'objectifs et de moyens concernant les 7 services d'aide à domicile autorisés du département.
- Ce suivi porte sur le respect d'objectifs de qualité et d'objectifs de convergence tarifaire.

Principales réalisations 2011

- Accompagnement des établissements pour personnes âgées dans leurs opérations de restructuration : création d'unités de soin pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer (UHR, PASA) ; suppression des chambres doubles ; travaux de mise aux normes et sécurité incendie).
- Ouverture de l'EHPAD d'Ahun : 1^{er} janvier 2011. Capacité : 58 lits dont une unité Alzheimer de 24 places, de 2 places d'hébergement temporaire (et 2 places d'accueil de jour non ouvertes sur injonction de l'ARS).
- Au titre de l'aide aux aidants, ouverture de places d'accueil de jour et de places d'hébergement temporaire pour permettre aux personnes qui accueillent à leur domicile des proches âgés ou handicapés de pouvoir se ressourcer.
- Lancement du projet expérimental « Allo répit Ouest Creuse » à l'EHPAD de Bénévent l'Abbaye.

Evolutions prévues pour 2012

- Ouverture de l'EHPAD de La Courtine prévue courant 2012.
- Ouverture d'un accueil de jour (APAJH) proche du foyer d'hébergement guéretois pour permettre aux personnes handicapées âgées et travaillant en Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) de poursuivre une activité à un rythme souple.
- Mise en place du télébudget (dépôt du budget et conseil d'administration par les établissements via internet).

DIRECTION ENFANCE, FAMILLE, JEUNESSE SERVICE PETITE ENFANCE, JEUNESSE

Missions

- Participer au montage de projets d'accueil des jeunes enfants et à leur suivi en lien avec la PMI (Protection Maternelle et Infantile).
- Travailler avec les associations locales : Contrats Educatifs Locaux (CEL).
- Mettre en œuvre des Dispositifs de réussite éducative : les Contrats Locaux d'Accompagnement à la scolarité (CLAS).
- Organiser la formation des assistants maternels et de réunions d'informations.
- Gérer le Centre de Planification et d'Education Familial (interventions auprès des jeunes).
- Suivre les politiques enfance/jeunesse.
- Assurer le partenariat avec les centres sociaux, foyers de jeunes travailleurs, bureau d'information jeunesse, mission locales.
- Participer aux réseaux d'écoute d'appui et d'accompagnement à la parentalité.
- Participer au soutien aux structures d'accueil de loisirs sans hébergement.

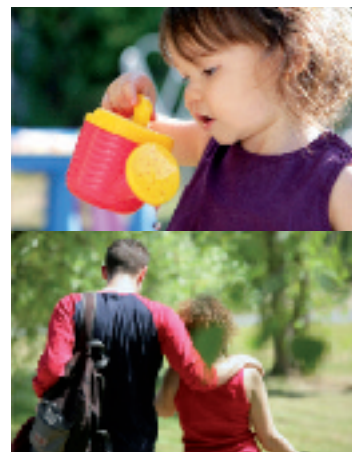
Principales réalisations 2011

Ouverture de :

- 1 micro crèche à Dun-le-Palestel.
- 2 maisons d'Assistants Maternels à Felletin et Royère de Vassivière.
- 2 structures halte garderie itinérantes (couplées à des Relais d'Assistants Maternels) sur les communautés de communes des 2 Vallées, de Marche Avenir et de la Petite Creuse pour le Louloubus et sur la communauté de communes de la CIATE pour les Petits Ciatons.
- 1 accueil de Loisirs expérimental sur la commune de Mérinchal.
- 2 Relais Assistants Maternels à Gouzon et Gentioux.

Evolutions prévues pour 2012

Poursuivre la couverture départementale en offre adaptée pour la petite enfance.



Données budgétaires

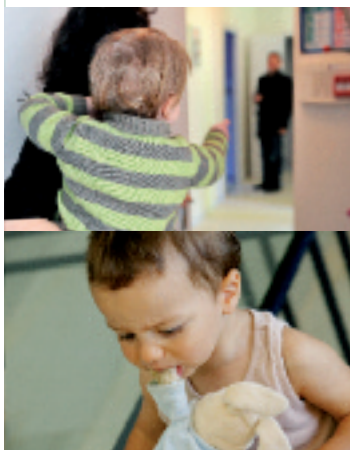
Budget Petite enfance/Jeunesse réalisé : 323.946 €, dont :

- 53.287 € : Contrats Educatifs Locaux
- 135.000 € : Foyer des Jeunes Travailleurs
- 70.000 € : Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes

Chiffres clés

- 61 séances d'information auprès d'élèves du secondaire « éducation à la sexualité, à la vie affective et à la responsabilité »
- 10 réunions d'information d'assistants maternels
- 96 assistants maternels ont suivi une formation
- 6 projets petite enfance/jeunesse
- 136 actions Contrats Educatifs Locaux soutenues, 63 associations et 5 collectivités ont bénéficié d'un soutien du Conseil général de la Creuse pour un montant total de 53 287 €

DIRECTION ENFANCE, FAMILLE, JEUNESSE SERVICE AIDE SOCIALE À L'ENFANCE



Données budgétaires

Budget Enfance et Famille réalisé :
10.329.689 €, dont :
 • 4.943.073 € : rémunération des assistants familiaux
 • 3.009.161 € : structures d'accueil
 • 837.010 € : actions Educatives en Milieu Ouvert
 • 243.740 € : allocations Enfance Famille

Chiffres clés

385 enfants suivis dans l'année :
 • 562 actions dans le cadre de l'AEMO (Assistance Educative en Milieu Ouvert : judiciaire, par enfant)
 • 324 actions dans le cadre de l'AED (aide éducative à domicile : contractuelle, par famille)

Missions

Les actions de prévention

- La prévention des mauvais traitements.
- Le soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs et aux jeunes majeurs de moins de 21 ans.

Les actions de protection

- Les mesures de protection judiciaire (placement).
- L'adoption.
- L'administration ad hoc.
- Les tutelles.
- Les délégations d'autorité parentale.

Principales réalisations 2011

Le placement des mineurs en difficulté est une activité à haute responsabilité pour le Service de l'Aide Sociale à l'Enfance.

La jurisprudence la plus récente consacre le principe d'une responsabilité sans faute du Département qui a reçu la garde de l'enfant.

Ouverture d'un lieu neutre pour faciliter et restaurer les relations parents enfants.

En 2011, cette activité a connu une hausse significative qui se poursuit.

Evolutions prévues pour 2012

- Faire face aux besoins croissants de prévention et de protection de l'enfance.
- Mettre en œuvre le schéma départemental médico-social.

DIRECTION ENFANCE, FAMILLE, JEUNESSE SERVICE PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

Missions

- Protection maternelle.
- Actions de prévention médico-sociale en faveur des enfants de moins de six ans.
- Agrément et suivi des assistantes maternelles.
- Agrément et suivi des établissements accueillant les enfants de moins de six ans.
- Recueil et traitement d'information en épidémiologie et en santé publique.
- Lutte contre la maltraitance.
- Actions sanitaires (lutte contre la tuberculose).

Principales réalisations 2011

- Ouverture d'un Centre Départemental de vaccinations.
- Signature d'une nouvelle convention avec les hôpitaux du département afin d'obtenir le remboursement des actes de prévention effectués par la sage-femme de PMI.

Evolutions prévues pour 2012

Conserver un niveau de suivi PMI de qualité et de proximité face à la forte baisse de la démographie médicale.



Données budgétaires

Budget PMI réalisé :
437.553 €, dont :

- Lutte contre la tuberculose : 144.418 €
- Soutien aux crèches : 92.799 €
- Relais assistants maternelles : 18.142 €

Chiffres clés

- 471 consultations médicales avancées
- 295 entretiens prénatals précoces
- 100 séances de préparation à la naissance
- 29 visites à domicile réalisées par une sage-femme
- 293 demi-journées de consultations médicales avec 1 728 actes médicaux pour 550 enfants de moins de 6 ans
- 1.232 vaccins injectés
- 2.424 actes d'infirmiers
- 1.135 visites à domicile pour un enfant

Données budgétaires

Personnes Agées

- APA à domicile, budget réalisé : 14.968.440 €
- APA en établissement, budget réalisé : 8.799.283 €

Aide sociale à l'Hébergement

personnes âgées, budget réalisé : 8.533.127 €

Personnes handicapées

Prestation de Compensation du Handicap (Adultes et enfants), budget : 2.341.988 €

Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP),

budget réalisé : 1.219.704 €

Aide sociale à l'Hébergement de personnes handicapées,

budget réalisé : 15.482.064 €

Mesures d'accompagnement social personnalisé,

budget réalisé : 106.458 €

Chiffres clés

- 3.108 bénéficiaires APA à domicile : (+2,34% par rapport à 2010)
- 1.876 résidents APA en établissement (+1,6% par rapport à 2010)
- 339 dossiers d'Aide Sociale instruits
- 180 bénéficiaires de l'ACTP
- PCH : 467 personnes à domicile, (411 adultes et 56 enfants) et 89 personnes en établissement
- 86 familles d'accueil pour 167 places
- 450 visites des agents de la cellule Domotique, 309 diagnostics et 184 packs domotiques installés

DIRECTION DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE

Missions

Gestion et suivi des dispositifs suivants :

- Aide Personnalisée à l'Autonomie (APA).
- Aide Sociale.
- Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP).
- Prestation de Compensation du Handicap (PCH).
- Dispositif d'Accueil Familial.
- Dispositif de signalement de la maltraitance.
- Déploiement des packs domotiques à domicile (dispositif DOMOCREUSE).
- Mesures d'Accompagnement Social Personnalisées (MASP).
- Contrôle de l'effectivité des prestations et l'activité de recouvrement de l'Aide Sociale départementale.

Principales réalisations 2011

- L'année 2011 marque les dix ans de mise en œuvre de l'APA. Le nombre de bénéficiaires se stabilise même si l'on continue de constater une faible progression chaque année.
- Labellisation en qualité de Pôle d'Excellence Rurale du projet de « petites unités de vie adaptées à la perte d'autonomie et intégrées aux réseaux de proximité » sur le territoire de la communauté de commune du haut Pays Marchois.
- Renfort des actions en faveur du secteur de l'aide à domicile.
- Important développement de l'activité en direction des prestataires de services à la personne.
- La plateforme nationale de signalement des situations d'e maltraitance AFBAH a changé de nom mi-2011 pour s'intituler désormais HABEO : Handicap Age Bientraitance Ecoute Orientation.
- La réforme de la protection juridique des majeurs initiée par la loi du 5 mars 2007 a donné naissance à deux nouvelles catégories de mesures contractuelles éducatives financées par le Département : les Mesures d'Accompagnement Judiciaire (MAJ) et les Mesures d'Accompagnement Sociale Personnalisé (MASP).

Evolutions prévues pour 2012

- Démarrage de la télégestion dans le domaine de l'aide à domicile.
- Ouverture d'un groupement de familles d'accueil à La Celle Dunoise en collaboration avec Creusalis, Office public de l'habitat de la Creuse.
- Poursuivre la mise en œuvre du schéma départemental médico-social en faveur des personnes en perte d'autonomie.

DIRECTION DE L'INSERTION ET DU LOGEMENT

Missions

- Gestion du Revenu de Solidarité Active.
- Mise en œuvre de la politique d'insertion au travers du Programme départemental d'Insertion et les contrats aidés.
- Gestion du Fonds Social Européen dans le cadre d'une subvention globale.
- Développement d'actions dans le domaine du logement en faveur des personnes défavorisées.

Principales réalisations 2011

- Modification profonde des outils et procédures de travail concernant le RSA, suite à l'acquisition d'un nouvel outil informatique.
- Le Plan Départemental d'Insertion (PDI) a été adopté par l'Assemblée départementale en avril pour les années 2011-2013. Il constitue une déclinaison opérationnelle du Pacte Territorial d'Insertion (PTI), signé le 9 juin par l'ensemble des partenaires et en reprend les principaux axes d'intervention.
- La révision des dispositifs d'aides du Département dans le champ de l'action sociale, a été entreprise. Ses objectifs sont :
 - . harmoniser et simplifier les interventions en fonction de la destination de l'aide.
 - . renforcer l'équité de traitement des usagers en prenant désormais en compte un critère de ressources et non plus un critère de statut de public.

Evolutions prévues pour 2012

- Informatisation de la gestion du RSA en cohérence avec l'outil développé au sein de la Direction Enfance Famille Jeunesse.
- Poursuite de la mise en œuvre du PDI et du PTI.
- Renouveler le plan départemental d'aide au logement des personnes défavorisées (PDALPD).



Données budgétaires

- RSA, budget réalisé : 13.118.885 €
- Budget Fonds Solidarité Logement réalisé : 592.344 €
- Fonds d'Aide aux Jeunes : réalisé : 52.106 €
- PDI : 990.719 € dont 227.919 € de crédits au titre du Fonds Social Européen (FSE)
- Secours RSA : 66.170 €
- Secours APRE : 212.228 €

Chiffres clés

- 3.350 allocataires du RSA
- 223 aides octroyées au titre du Fonds d'Aide aux Jeunes
- 40 conventions passées avec les opérateurs dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion

DIRECTION DES ACTIONS SOCIALES DE PROXIMITÉ

**Données
budgétaires**

**Secours d'urgence
(autres), budget :**
49.383 €

Chiffres clés

6 274 foyers rencontrés
par les Assistants Sociaux
Polyvalents de Secteur.
Les rencontres se décompo-
sent comme suit :

- 4 588 visites à domicile :
soit 26%

- visites reçues
hors permanences :
6.046 soit 34%

- visites reçues
en permanences :
7.033 soit 40%

2 571 dossiers traités
au titre du FSL

108 demandes
d'accompagnement social
lié au logement

63 dossiers de surendette-
ment constitués

308 bénéficiaires de
Chèques d'Accompagnement
Personnalisé

451 dossiers d'allocation
personnalisée de retour
à l'emploi (APRE)

2 687 dossiers APA
à domicile,
dont 1 138 nouvelles
demandes

Missions

- Accueil du public et mise en œuvre sur les territoires des politiques sociales départementales, dans les domaines de l'enfance famille, de l'insertion et du logement et des personnes en perte d'autonomie, dans le respect du cadre législatif, de l'individu et du secret professionnel.
- Organisation en 6 Unités Territoriales d'Actions Sociales (UTAS) : Guéret, Boussac, Aubusson, Auzances, La Souterraine, Bourgneuf.

Principales réalisations 2011

L'année 2011 constitue à nouveau pour les services de proximité une année de progression de la demande d'accueil, d'information, d'écoute et d'accompagnement.

De nombreuses situations sont dégradées et aggravées par un contexte socio-économique peu favorable.

Evolutions prévues pour 2012

- Pérennisation du dispositif de médiation familiale suite à la signature le 12 décembre d'une convention avec la CAF (Caisse d'Allocation Familiale) portant sur de nombreux dossiers portés en commun (insertion, logement, petite enfance et perte d'autonomie).
- Relocalisation de l'UTAS d'Aubusson dans un immeuble mieux adapté à l'accueil du public.
- Mise en œuvre de la réforme des aides financières.
- Accompagner en proximité les Creusois les plus fragiles (avec en particulier la révision de la sectorisation des assistants sociaux).



PÔLE
AMÉNAGEMENT
ET
TRANSPORTS

35

C O N S E I L G É N É R A L D E L A C R E U S E
R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 1

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL



Données budgétaires

Dépenses
totales du Pôle :
33.273.322 €

Chiffres clés

Voir pages suivantes
par direction

Missions

Optimisation de la gestion et suivi administratif et budgétaire du Pôle :

- préparation de la programmation des différents budgets, la gestion des crédits et leur suivi.
- présentation des rapports à l'Assemblée départementale et à la Commission permanente.
- coordination des affaires du Pôle.
- coordination des Unités Territoriales Techniques (UTT).
- suivi des dépenses et recettes de fonctionnement de l'ensemble des bâtiments (hors travaux), dont le Département est propriétaire ou locataire.
- instruction et suivi de demandes de subvention.
- secrétariat et comptabilité du Syndicat Mixte de l'aérodrome de Montluçon-Guéret.

Principales réalisations 2011

- Transfert du Parc.
- Renforcement de la sécurité des agents.
- Gestion informatique des véhicules.

Evolutions prévues pour 2012

Développement des missions de maîtrise d'ouvrage pour l'ensemble du pôle, dévolue à cette direction.

PARC DÉPARTEMENTAL

Missions

- Gestion de véhicules engins et matériels pour son compte et celui des UTT.
- Entretien des véhicules du Conseil général.
- Réalisation de travaux.

Principales réalisations 2011

Intégration des services du Conseil Général.

Evolutions prévues pour 2012

Optimisation de la gestion du Parc et coordination/programmation de l'activité en lien avec l'ensemble du Pôle.



Données budgétaires

Dépenses : 6.873.761 €

Recettes : 7.088.300 €

Chiffres clés

Gestion d'un parc de :

- 530 véhicules et engins
- 85 véhicules Conseil Général.

DIRECTION DES ROUTES

Missions

- Piloter les programmes d'actions du Département en ce qui concerne :
 - . les travaux neufs (des études jusqu'à la mise en service des opérations).
 - . les grosses réparations aux chaussées et l'entretien
- Elaborer des propositions en matière de projets routiers.
- Assurer la gestion du domaine public, l'exploitation de la route avec les déviations de circulation, mais aussi l'exécution du service hivernal.
- Assurer l'exécution du budget.

Principales réalisations 2011

Poursuite de la politique de mise en place de dispositifs de comptage routier sur le département, commencée il y 3 ans : 50 sites de comptages fixes et 12 compteurs.

Programme Routier d'Intérêt Régional

- Fin des travaux de rectification des virages de « Font Razé », communes de Mérinchal, la Mazière aux Bonshommes et La Villeneuve sur la route départementale n° 941.
 - La fin des travaux d'aménagement entre Chénérailles et le lieu-dit « La Ville du Bois », communes de Chénérailles et Saint-Chabrais.
 - La rectification des virages de « La Combe Molle », communes de Mautes et Saint-Bard sur la route départementale n° 94.
 - L'aménagement de la route départementale n° 990 entre l'Etang des Moines et Létrieux, commune d'Issoudun-Létrieux.
- Dans le cadre de ces chantiers, la Direction des Routes a expérimenté des techniques de construction des voiries plus respectueuses de l'environnement avec en particulier l'utilisation d'enrobés tièdes et le réemploi sur site des matériaux issus du fraisage de la chaussée.

Programme Routier d'Intérêt Départemental

A la faveur de l'entretien des routes départementales, dont l'état général tend à se dégrader, en raison notamment des conditions climatiques en période hivernal et du taux de renouvellement élevé des couches de roulement, l'Assemblée départementale a fait le choix pour 2011 de « geler » temporairement les opérations envisagées au titre du P.R.I.D.



DIRECTION DES ROUTES

Grosses réparations

- Renforcements de voirie.
- Réfections de traverses.
- Programmes d'axes avec notamment, l'aménagement des routes départementales.
- Grosses réparations aux ouvrages d'art.

Evolutions prévues pour 2012

- Engagement sur 6 opérations représentant un total de 7.300.000 € au titre du Programme Routier d'Intérêt Régional.
- Engagement d'études relatives au transport des bois ronds.



Données budgétaires

Dépenses d'investissement 2011 :
14.452.258 €

Dépenses de fonctionnement 2011 :
6.331.491 €
(entretien de la voirie et Viabilité Hivernale)

Chiffres clés

4 373 km de routes départementales gérés en direct, dont 83 km pour la RD 941

Hiver : 12.843 heures supplémentaires effectuées dans le cadre des missions de viabilité hivernale

DIRECTION DES BÂTIMENTS ET DES COLLÈGES



Données budgétaires

Dépenses bâtiments administratifs :
2.011.871 €

Dépenses collèges :
1.050.916 €

Chiffres clés

La Direction des bâtiments et des collèges gère les bâtiments administratifs, les locaux occupés par les UTAS et les UTT et les 28 collèges, soit 95 bâtiments.

Missions

- Propositions d'établissement des programmes en liaison avec les chefs d'établissement.
- Réalisation des études avec l'aide éventuelle de bureaux d'études, de cabinets d'architectes.
- Suivi des chantiers et de la comptabilité, tant en investissement qu'en fonctionnement.

Principales réalisations 2011

Des études ont été engagées en vue des chantiers suivants :

- Restructuration des cuisines des collèges de Chénérailles et Felletin.
- Restructuration des collèges de Bourgneuf et Marouzeau à Guéret.
- Réfection des toitures terrasses de collèges.
- Réfection des sanitaires des collèges de Dun-le-Palestel et Martin Nadaud à Guéret.
- Réfection de la salle d'évolution du collège de Saint-Vaury.

Ont été réalisés :

- Suivi de 2 chantiers importants : construction du Centre d'Exploitation de Chénérailles et la restauration des charpentes et toitures à l'Hôtel du Département.
- Aménagement de bureaux à l'Hôtel du Département et rue Ingres à Guéret.
- Rénovation d'un atelier de technologie au collège de Chénérailles.
- Remplacement de menuiseries extérieures : collèges de Bonnat, Crocq et Bourgneuf.
- Rénovation de deux logements et des sanitaires au collège Marouzeau.
- Création d'un préau au collège de Châtelus-Malvaleix.
- Réfection des cuisines au collège de Saint-Vaury.
- Diagnostic accessibilité des bâtiments administratifs du Conseil Général et des collèges vis-à-vis de tout type de handicap pour le personnel et pour le public. Etablissement d'une liste des travaux pour mise en conformité.
- Démarrage de la première tranche des travaux de réfection de la toiture de l'Hôtel du département.

Evolutions prévues pour 2012

- Poursuite de la 1^{ère} tranche des travaux de restauration de la toiture d'Hôtel du Département.
- Travaux dans les collèges de Chénérailles, Felletin et Saint-Vaury.
- Lancement des études pour la Maison du Département à Bourgneuf.

DIRECTION DES TRANSPORTS

Missions

- Organisation des transports sur le Département.
- Gestion et financement des transports sur le territoire départemental : transports de voyageurs.
- Transports scolaires.
- Transport des élèves et étudiants handicapés.

En plus de la définition de la politique de déplacement sur le département (moyens, tarification, desserte), le Conseil Général assure l'équipement des points d'arrêt (programmes annuels d'implantation d'abribus).

Principales réalisations 2011

Sécurité dans les transports scolaires

Sensibilisation des 1 300 élèves des classes de 6^{ème} aux risques liés au transport scolaire.

Intervention dans les écoles primaires sur demande.

Remise de gilets fluo pour assurer la sécurité aux points d'arrêt aux élèves.

Poursuite du programme d'implantation des abribus.

Schéma de transport de voyageurs

La mise en œuvre en 2008, du nouveau schéma départemental des lignes régulières de voyageurs et du conventionnement des services de transport à la demande (TAD) a permis d'accroître la fréquentation des lignes régulières de 12 à 20 % en fonction des secteurs.

Les liaisons Boussac-Guéret et Aigurande-Guéret ont été renforcées. Elles proposent désormais une liaison quotidienne pour les lycéens et voyageurs.

Au 1^{er} septembre 2011, la nouvelle tarification unique à 2 € a été mise en place sur l'ensemble du réseau.

Centrale de mobilité régionale

Mise en place en partenariat d'une centrale d'information multimodale « Mobilimousin » sur les transports.

Evolutions prévues pour 2012

A compter de la rentrée 2012, le réseau sera nommé TransCreuse et les autocars seront habillés de la livrée adoptée par la Commission permanente.

Elaboration d'un schéma départemental relatif au covoiturage.

Données budgétaires

Dépense 2011 :

8.580.000 €, dont :

- Transport de voyageurs 930.000 € : lignes régulières 900.000 €, transport à la demande (TAD) 30.000 €
- Transport scolaire 7.000.000 €
- Transport des élèves et étudiants handicapés 500.000 €
- Opérations collège au cinéma, théâtre, musée, Archives 11.418 €
- Section football et VTT du collège Marouzeau 5.111 €.
- Conseil Général des Jeunes 9.453 €
- Convention UNSS 10.700 €
- Transport Piscines 21.856 €
- Section natation du collège Martin Nadaud 1.995 €
- Section basket et handball 692 €

Chiffres clés

- 21 lignes régulières de voyageurs
- 28 services de transport à la demande
- 450 circuits de transport scolaire
- 8 000 élèves demi-pensionnaires transportés quotidiennement, coût moyen annuel par élève demi-pensionnaire : 875 €
- 102 élèves handicapés coût moyen annuel par élève : 4 900 €
- Le taux d'équipement en ceintures de sécurité du parc d'autocars est de 100 % depuis la rentrée de septembre 2009

R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 1

.....



PÔLE DÉVELOPPEMENT

43

C O N S E I L G É N É R A L D E L A C R E U S E
R A P P O R T D ' A C T I V I T É 2 0 1 1

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL



Données budgétaires

Budget du Pôle
hors Budget annexe
du Laboratoire
Départemental :
9.172.834 €

Chiffres clés

Voir pages suivantes
par direction

Missions

- Elaboration et suivi du budget de l'ensemble des activités du Pôle.
- Optimisation de la gestion du pôle et coordination de l'ensemble des activités du Pôle.
- Gestion centralisée du parc des véhicules affectés au Pôle.

Principales réalisations 2011

- Amélioration des outils favorisant la communication et la coordination entre les services du Pôle et les autres directions. Poursuite de l'effort engagé pour développer le covoiturage initié en 2010.
- Gestion administrative et financière des marchés relevant du Pôle et appui pour la rédaction des pièces administratives (soit 15 environ pour cette année 2011). Démarche réalisée dans un souci d'harmonisation et de sécurisation des procédures et ce en collaboration avec le bureau des marchés.
- Exploitation de l'outil de suivi du budget mis en place, éditions mensuelles de tableaux et graphiques et analyse du rythme des engagements, des autorisations de programme et des consommations des crédits de paiement.

Evolutions prévues pour 2012

Déploiement des outils de suivi (coordination et budgétaire) dans le cadre de la fusion du Pôle développement et du Pôle Education Culture et Sports.

SERVICE ENVIRONNEMENT

Missions

- Coordination, mise en œuvre et suivi du Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
- Soutien financier aux collectivités en matière de déchets ménagers.
- Assistance technique et administrative au Syndicat mixte d'études pour la gestion des déchets ménagers.
- Assistance technique et soutien des investissements des Communes et des EPCI en matière d'assainissement, d'alimentation en eau potable et de gestion des milieux aquatiques.
- Préservation et mise en valeur du patrimoine naturel, actions d'éducation à l'environnement.
- Gestion de la Réserve naturelle nationale de l'Etang des Landes.

Principales réalisations 2011

- Signature d'une convention cadre de partenariat avec l'agence de l'eau Loire Bretagne (AELB). Grâce à ce partenariat, l'AELB renforcera son soutien au Département pour la mise en œuvre de la politique de l'eau, notamment dans les domaines de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement.
- Délibération du Conseil général en faveur de la création d'un syndicat départemental de traitement des déchets ménagers.

Evolutions prévues pour 2012

- Révision du Plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés, appelé à devenir un Plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux au 31 décembre 2013.
- Début des travaux de construction de la maison de la Réserve naturelle de l'Etang des Landes.

Données budgétaires

Elimination des déchets

Subventions aux EPCI en charge de l'élimination des déchets ménagers : 20.778 €

Soutien des investissements des Communes et des EPCI en matière

• d'assainissement collectif : 560.997,12 €

• d'alimentation en eau potable : 507.874 €

Aménagement et gestion des milieux aquatiques

Soutien financier aux collectivités pour la gestion des milieux aquatiques : 35.114 €

Mise en valeur du patrimoine naturel

Aide au CREN Limousin de 10.000 € dans le cadre de la gestion des sites qui lui ont été confiés

Mise en valeur des abords des sites touristiques, des monuments historiques et des espaces protégés

Subventions aux communes et aux EPCI : 20.720 €

Réserve naturelle nationale de l'Etang des Landes

Réalisation de travaux de génie écologique : 64.065 €

Prestation du CREN Limousin pour la poursuite de sa mission d'assistance scientifique et de conservation : 66.217 €

Programme d'éducation à l'environnement

Signature d'une convention avec le CPIE des Pays Creusois visant à mener des actions de sensibilisation sur le territoire pour un montant de 20.000 €

Chiffres clés

• Signature de deux contrats de rivières et de trois contrats territoriaux dans le cadre de la gestion des milieux aquatiques

• 1.500 visiteurs à l'Etang des Landes dans le cadre du « Calendrier des rendez-vous Nature » ou d'accueil de groupes

SERVICE HABITAT**Données budgétaires**

Rénovation des logements sociaux publics :
221.000 € attribués à Creusalis
37.000 € à la SCP Maison Familiale Creusoise

Le montant des emprunts garantis par le Département à hauteur de 50% en faveur des opérateurs publics de l'habitat s'est élevé à 216.319€ pour la Maison Familiale Creusoise, et à 157.450 € pour la SCP d'HLM de la Corrèze COPROD

Chiffres clés

- 170 logements rénovés en PALULOS
- 5 logements réhabilités en PLAI
- 23 logements locatifs et 4 logements insalubres ont été rénovés dans le cadre des PIG pour un total de 43.198 €

Missions

Gestion de différents dispositifs d'aide :

- Logements sociaux publics financés par des PALULOS3 ou PLAI 4.
- Logements sociaux privés : aide complémentaire à l'A.N.A.H 5. PIG.6.
- Garanties des emprunts souscrits par les OPH7.

Principales réalisations 2011

Signature en octobre de la nouvelle convention cadre du Programme Régional d'Intérêt Général 2^{ème} génération (PRIG2).

Adoption en juin d'un nouveau règlement d'aide en matière d'habitat :

- à destination désormais d'un public très social avec la prise en charge des seuls logements insalubres dans le cadre des futurs PIG,
- à destination des bailleurs sociaux et des communes dont les projets de logements locatifs devront correspondre à la réglementation thermique bâtiment basse consommation (BBC).

Signature fin 2011 du Contrat Local d'Engagement (CLE) :

contrat qui s'adresse aux propriétaires occupants modestes et qui vise la rénovation thermique des logements.

En matière de logement public, l'Etat a rendu obligatoire pour l'ensemble des Opérateurs Publics de l'Habitat la signature d'une Convention d'Utilité Sociale (CUS), elle a été effective en juin 2011. Le Département est signataire des CUS des deux opérateurs dont le siège est en Creuse : CREUSALIS et la SCP la Maison Familiale Creusoise.

Evolutions prévues pour 2012

La déclinaison du PRIG2 (Programme Régional d'Intérêt Général 2) en PIG (Programme d'Intérêt Général) sur les territoires (pays ou communautés de communes) est prévue pour le premier semestre 2012.

SERVICE AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Missions

Aménagement foncier

- Remembrement : aménagement foncier agricole et forestier ; travaux connexes au remembrement.
- Echanges amiables.
- Aménagements hydrauliques.

Agriculture-forêt

- Aides financières aux organismes et exploitations agricoles.
- Suivi de la forêt départementale.
- Aide à la voirie forestière et à l'extension de la forêt publique.

Développement rural

- Aide aux salles de loisirs.
- Gestion du Fonds Départemental d'Aide à l'Équipement des Communes (FDAEC).
- Gestion du dispositif d'avances remboursables

Principales réalisations 2011

L'épisode de sécheresse printanière qui a affecté la Creuse au cours du premier semestre 2011 a conduit le Conseil Général à adopter un train de mesures en faveur des exploitants agricoles. Les dispositifs mis en place ont été financés par une enveloppe supplémentaire (150.000€) et par des redéploiements de crédits (140.000 €).

Le Conseil général a institué une aide en faveur des exploitants agricoles et des Coopératives d'Utilisation de Matériel en Commun en vue développer l'acquisition de matériels dédiés à l'agriculture biologique. Deux exploitations ont été aidées dans ce cadre pour un montant total de 3.530 €.

Evolutions prévues pour 2012

- Réflexions sur l'adaptation de la politique de soutien à l'agriculture du Conseil Général.
- Montée en charge du nombre de dossiers de demande d'aide à l'acquisition de matériels adaptés à l'agriculture biologique.
- Reconstitution du partenariat dans le cadre du soutien aux agriculteurs en situation fragile.
- Préparation d'une nouvelle convention - cadre pluriannuelle.

Données budgétaires

Aménagement foncier

- Remembrement : soutien à hauteur de 62.707 €
- Echanges amiables : subventions à hauteur de 16.696 €

Agriculture

- Chèques Installation : 218.200 €
- CUMA : aide de 184.116,01 €
- Aides aux organismes professionnels agricoles : 299.249 € (conventions avec la Chambre Départementale d'Agriculture, le Service de Remplacement Creuse, les Jeunes Agriculteurs de Creuse et le Groupement de Défense Sanitaire de la Creuse)
- Aides aux manifestations agricoles : 16.698 €
- Aides aux associations agricoles : 27.695 €
- Agriculteurs en situation fragile : 10.130 € (partenariat avec la Mutualité Sociale Agricole, la Région Limousin, l'Etat : Direction Départementale des Territoires, la Chambre d'Agriculture, les Syndicats professionnels agricoles et Solidarité Paysans Limousin)

Forêt

- Soutien à la création de voirie forestière : 16.243 €
- Aide à l'extension de la forêt publique : 2.828 €

Développement rural

- Mise aux normes des salles de loisirs : subventions de 115.000 €
- Dotation FDAEC : 1.256.044 € aux 27 cantons
- Dispositif d'avances remboursables : 128.000 €

Chiffres clés

- 2000 ha concernés par les opérations de remembrement en cours
 - 98 propriétaires fonciers aidés à supporter les coûts des échanges amiables de 361 parcelles pour une surface globale d'environ 144 ha
 - 49 bénéficiaires du Chèque-Installation (complément local à la Dotation Jeune Agriculteur (DJA))
 - 7 bénéficiaires du Chèque-Installation (hors DJA)
 - 33 demandes de CUMA pour l'acquisition de 65 matériels
 - Aide à 11 manifestations agricoles
 - 62 nouveaux cas d'exploitations agricoles fragiles repérés
 - 28 exploitants agricoles ont bénéficié d'un audit ou/et d'un suivi technico-économique
 - 14 communes aidées à la mise aux normes de salles de loisirs
- Le dispositif d'avances remboursables institué au bénéfice des petites collectivités a permis de répondre à la demande de 16 communes

MISSION TERRITOIRES**Données budgétaires**

Les Contrats de Pôles Structurants sont arrivés à échéance au 31 décembre 2010. Ce sont en général des gros projets qui nécessitent des temps de réalisation assez longs ; certaines opérations ont été ainsi soldées en 2011.

Montant des versements effectués en 2011 :

118.286 €

Conventions territoriales : 889.509 €

Chiffres clés**5 conventions territoriales**

• 1^{er} volet : 2008-2010 : les actions inscrites dans les conventions territoriales 2008-2010 ont été programmées jusqu'au 31 décembre 2010. Les crédits non engagés à cette date ont constitué des reliquats qui sont venus compléter l'enveloppe des Pays et du PNR pour la contractualisation 2011-2013.

• 2^{ème} volet : 2011-2013 : les conventions territoriales 2011-2013 ont été signées le 7 février 2011 entre l'Etat, la Région, le Département, les 4 Pays creusois et le PNR de Millevaches en Limousin.

Missions**Politique territoriale**

- Gestion des conventions territoriales des 4 Pays Creusois et du PNR Millevaches en Limousin.
- Gestion des contrats de pôles structurants (La Souterraine, Bourgneuf, Boussac, Aubusson/Felletin et Guéret).
- Suivi des actions « pôles d'excellence rurale ».
- Gestion des dossiers particuliers.
- Animation du projet de revitalisation du site de Chambonchard.
- Suivi de l'appel à projet PER , et d'une candidature sur le thème de l'éco-réhabilitation du bâti traditionnel.
- Participation au développement du GIP Traces de Pas.

Intercommunalité

- Mise à jour du document intranet sur les compétences des communautés de communes.
- Suivi de la réforme des collectivités.

Principales réalisations 2011**Pays**

Veille administrative et juridique sur l'élaboration du nouveau schéma de coopération intercommunale.

Pôles d'excellence rurale

Projets retenus pour la Creuse suite au dernier appel à projet de 2009 : pôles de santé du Pays Combraille en Marche et du PNR Millevaches ; petites unités de vie pour les personnes en perte d'autonomie de la communauté de communes du Haut Pays Marchois ; Cité internationale de la tapisserie et de l'art tissé à Aubusson.

Projet de développement du site de Chambonchard

Réalisation du marché de travaux de 4 logements passerelle modulables inscrits dans le cadre d'une expérimentation pilotée par la Région Limousin au niveau du Massif Central (une première en Limousin). Le niveau de performance énergétique envisagé pour cette opération est le niveau du label Minergie®.

Signature de la promesse de don à la future fondation Terre de liens (une première en France).

Elaboration de deux sentiers de randonnée :

- en aval de Chambonchard, du gué de Sellat à Valette, sur le site où devait se construire la digue du barrage avec l'utilisation de techniques numériques comme la « réalité augmentée ».
- en amont avec des huttes d'observation des loutres.

Evolutions prévues pour 2012

- Réalisation d'un bilan d'étape des conventions territoriales 2011/2013.
- Réflexion sur l'éventualité d'une prochaine contractualisation.

MISSION EUROPE

Missions

- Veille et suivi des fonds européens.
- Participation à des réseaux nationaux et européens s'intéressant à l'appui au développement des territoires ruraux.
- Conseil auprès des porteurs de projets creusois sollicitant les fonds Européens.
- Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et Fonds Européens pour l'Aménagement et le Développement Rural (FEADER) : préparation et suivi des dossiers déposés par le Conseil Général.
- Participation au Réseau Rural FEADER.
- Suivi des activités du Réseau Rural Européen constitué pour le suivi et l'évaluation du FEADER.
- Programmes LEADER Creusois : suivi des 4 projets Leader creusois (Pays de Guéret, SOCLE, Combraille en Marche, PNR Millevaches).
- Réseaux nationaux et européens : soutien technique à l'association LEADER France.

Principales réalisations 2011

En juin 2011, en liaison avec les autorités allemandes du Bezirk de Moyenne Franconie, développement des projets détectés lors de la mission qui s'était déplacée à Aischgrund en 2010 : organisation du séjour, étude d'un cadre de l'Agence Bavaroise de développement au mois de juin et de l'appui à un projet de coopération entre un porteur de projet du GAL Pays de Guéret et du GAL Aischgrund de Moyenne Franconie.

Evolutions prévues pour 2012

- Approfondissement des relations avec le Bezirk de Moyenne Franconie.
- Suivi de la préparation de la nouvelle génération des fonds européens pour le Développement rural 2014-2020.
- Externalisation de l'appui à l'association Leader France.



Données budgétaires

Budget
de la mission Europe :
92.435 €

Chiffres clés

Néant

MISSION ECONOMIE



Données budgétaires

Aide économique :
subventions de 344.003 €

Démarches collectives territorialisées (DCT) :

Les Pays de l'Ouest Creusois, du Sud Creusois et le PNR Millevaches en Limousin ont réalisé leurs deuxièmes tranches d'exécution de la DCT 2^{ème} génération et les aides suivantes ont été accordées par le Département :

• 67.411 € pour le Pays Ouest Creusois

• 43.090 € pour le Pays Sud Creusois

• 2.611 € pour le PNR Millevaches

Les Pays de Guéret et de Combraille en Marche ont entamé les premières phases opérationnelles de cette seconde génération des DCT. Des crédits départementaux ont été engagés respectivement à hauteur de 50.391 € et de 60.700 €, sachant que les programmes d'actions se termineront dans le courant de 2012.

Chiffres clés

20 dossiers d'aide économique engagés

Dossiers subventionnés dans le cadre des DCT 2^{ème} génération :

• Pays Ouest Creusois : 63

• Pays Sud Creusois : 72

• PNR Millevaches : 3

Missions

- Préparation et gestion de l'attribution de subventions en application du règlement départemental.
- Accompagnement des acteurs et des collectivités locales dans leurs projets.
- Participation à l'animation des filières économiques.

Principales réalisations 2011

Principaux dossiers subventionnés :

- Aménagement d'une zone d'activités à vocation artisanale et commerciale sur la Souterraine.
- Construction d'un bâtiment par la SAS Carrefour du Bois Limousin, spécialisée dans l'exploitation forestière, scierie, négoce et export sur la Souterraine.
- Aménagement d'une zone d'activités à vocation artisanale et commerciale au lieu dit « Granderaie », sur la commune de Guéret.
- Participation aux groupes de réflexions pour la mise en place du Schéma Régional de Développement Economique (seconde génération) par le Conseil Régional du Limousin.
- Participation à des réunions concernant les dossiers suivants :
 - . abattoir sur Guéret,
 - . centre de tri et de collecte de déchets textiles,
 - . DATA CENTER à Féniers,
 - . unité de fabrication d'électricité à partir du méthane (projet : ABIODIS).

Evolutions prévues pour 2012

- Réflexion sur la refonte des aides en matière économique du Conseil Général.
- Elaboration d'une nouvelle convention entre le Conseil Régional du Limousin et le Conseil Général.

SERVICE TOURISME

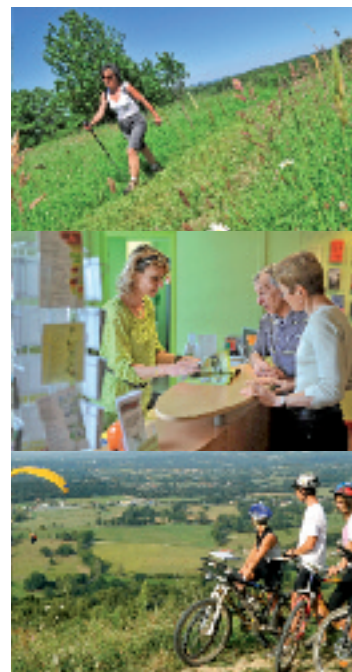
Missions

Tourisme

- Suivi de la mise en œuvre du Schéma Départemental de Développement Touristique 2009-2013.
- Préparation et gestion de l'attribution de subventions en application du règlement départemental.
- Subvention aux structures intervenant dans le domaine du tourisme.
- Accompagnement des acteurs et des collectivités locales dans leurs projets.

Randonnée

- Plan Départemental Touristique de Randonnée (PDTR) : suivi de l'entretien et du balisage des itinéraires départementaux, création d'une signalétique de randonnée, suivi des dossiers de création des itinéraires de Pays, préparation des dossiers pour une homologation en GRP par la Fédération Française de Randonnée.
- Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et Randonnée (PDIPR) : gestion du plan, analyse et cartographie des demandes communales d'inscription des chemins au plan.



Principales réalisations 2011

Tourisme

- Poursuite de certaines actions prévues dans le Schéma Départemental de Développement Touristique 2009-2013 avec le concours de l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques.
- Rédaction du nouveau règlement des aides en matière touristique du Conseil général, adopté le 17 juin 2011.

Randonnée

- Elaboration d'une grille de critères de qualité pour sélectionner des itinéraires de randonnée avec le concours des comités départementaux des pratiques pédestre, équestre et cycliste.
- Création de panneaux de signalétique pour améliorer la lisibilité des itinéraires.
- Octobre 2011 : accord pour l'homologation de l'itinéraire « Des Monts de Guéret » en Grande Randonnée Pédestre par la Fédération Française de la Randonnée.

SERVICE TOURISME



Evolutions prévues pour 2012

Tourisme

Poursuite de la mise en œuvre de certaines actions prévues dans le cadre du Schéma Départemental de Développement Touristique aux côtés de l'ADRT.

Randonnée

- Collaboration avec l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques à la création d'un site internet dédié à la promotion de la randonnée et des activités de pleine nature : mise en ligne prévue pour l'été 2012.
- Elaboration d'une charte départementale de la randonnée.
- Elaboration d'une convention de partenariat entre le Comité Départemental de la randonnée pédestre de la Creuse et le Département.

Données budgétaires**Tourisme :**

Subventions : 302.897 €

Randonnée :

Travaux concernant l'entretien et le balisage des itinéraires inscrits au PDTR : 116.952,92 €

Chiffres clés

- 21 dossiers de subvention Tourisme
- 1.080 km de chemins entretenus
- 1.720 km d'itinéraires balisés

DIRECTION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DU LABORATOIRE

Missions

Direction de l'Assistance Technique

- Environnement : cette activité intègre notamment les activités du SATESE (Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration) et de l'ASTER (Assistance Technique à l'Entretien des Rivières).

Hygiène alimentaire

- Audit et formation.

Vétérinaire

- Collecte des échantillons sanguins
- Gestion des relations avec les organisations professionnelles
- Promotion des activités du laboratoire départemental auprès des publics intéressés.

Laboratoire Départemental d'Analyses

- Analyses physico-chimiques des eaux.
- Analyses microbiologiques des eaux et d'hygiène alimentaire.
- Analyses de santé animale : aide au diagnostic et immunologie-sérologie.
- ESB.

Principales réalisations 2011

- Création de la Direction de l'Assistance Technique au printemps 2011.
- Regroupement et réorganisation des compétences entre le Laboratoire et l'Assistance Technique.
- Développement de sessions d'informations thématiques.
- Un catalogue de prestations enrichi :
 - . Analyses de cyanobactéries.
 - . Elaboration des profils de baignade.
 - . Indice Biologique Global Normalisé (IBGN).
- Intégration du laboratoire dans différents réseaux professionnels régionaux et interrégionaux.
- Initiation de coopérations scientifiques de recherche.
- De façon concomitante, par son intégration au consortium Limousin Entreprise Durable (LED), le laboratoire se place en tête des structures publiques qui initient ces thématiques en se fixant des objectifs de développement, sur une période de long terme.
- Création d'un comité consultatif du laboratoire. Il se compose notamment de membres représentant les différents partenaires du laboratoire, qu'ils soient publics ou privés.



DIRECTION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DU LABORATOIRE



Données budgétaires

**Budget
de fonctionnement
du Laboratoire
Départemental
d'Analyses :
2.562.595 €**

Chiffres clés

**42 personnes
au 31 décembre 2011**

Recettes par secteur :

- Hydrologie 295.000 €
- Hygiène alimentaire 182.000 €
- Santé animale 100.000 €
- Sérologie Immunologie 804.000 €
- ESB 320.000 €
- Divers : 18.000 €

**Total des dépenses :
2.430.000 €**

Evolutions prévues pour 2012

Une mission « eau potable » est envisagée avec une mission d'aide aux communes.

Mise en place effective de la nouvelle organisation avec l'Assistance Technique.

Les 3 axes stratégiques pour la politique de développement du laboratoire seront :

- Poursuite d'une politique visant à étoffer l'offre client.
- Développement d'une politique de communication.
- Poursuite d'une politique de développement de partenariats recherche et développement.

DGFIP

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

APA

ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE

ACTP

ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE

PCH

PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP

FSL

FOND SOLIDARITÉ LOGEMENT

CREN

CONSERVATOIRE RÉGIONAL DES ESPACES NATURELS

CPIE

CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT

PALULOS

PRIME À L'AMÉLIORATION DES LOGEMENTS À USAGE LOCATIF ET À OCCUPATION SOCIALE

PLAI

PRÊT LOCATIF AIDÉ D'INTÉGRATION

ANAH

AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

PIG

PROGRAMME D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

OPH

OPÉRATEUR PUBLIC DE L'HABITAT

PNR

PARC NATUREL RÉGIONAL

PER

PÔLE D'EXCELLENCE RURALE

GIP

GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC

DCT

DÉMARCHE COLLECTIVE TERRITORIALE

PMI

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

GAL

GROUPE D'ACTION LOCALE



Hôtel du Département - BP 250 - 23011 Guéret Cedex - Tél. 05 44 30 23 23
Fax 05 44 30 23 27 - president@cg23.fr - www.creuse.fr